

Déclaration de suspension ou de Boycott DINR-SARH CSAL du 10 Juillet 2024

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

La période électorale qui vient de se terminer n'est en rien banale. Le retour à la « normale » sera probablement long, tant les divisions qui traversent le pays sont immenses.

Cette situation est issue des politiques gouvernementales poursuivies depuis ces dernières décennies, qui n'ont eu de cesse de mettre en œuvre des politiques toujours plus libérales les unes après les autres, fracturant la société et mettant de côté une grande partie de la population en détruisant entre autres les services publics gages de cohésion sociale et d'égalité.

Depuis des années Solidaires Finances Publiques alerte des conséquences de ces politiques en dénonçant entre autres la casse du Service Public et particulièrement celui de la DGFIP, sa déshumanisation avec la dématérialisation à tout prix, créant ainsi une population de seconde zone, tant en milieu rural que périurbain.

Face aux politiques publiques qui n'ont ces dernières décennies servi les intérêts que d'une minorité en oubliant l'intérêt général, nous constatons également qu'à La DGFIP les collectifs de travail sont en grand danger. En effet, la parole raciste, xénophobe et homophobe semble ici ou là se libérer entre collègues et ce à tous les niveaux. Nous appelons à la plus grande vigilance sur la sécurisation de nos sites, les agentes et agents de la DGFIP ne devant pas être pris pour cible.

Dans ce contexte, il ne nous semble pas possible d'examiner aujourd'hui les sujets proposés à l'ordre du jour de ce CSAL.

L'inévitable changement de gouvernement, qui impactera aussi Bercy, doit donc être accompagné d'une pause dans toutes les réformes, ce qui inclut bien évidemment le projet de la semaine de travail en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP, mais aussi le NRP, le flex office, etc. Nous attendons donc une clarification en ce sens auprès des directions locales, qui ont apparemment poursuivi la préparation de leur mise en œuvre.

Il nous semble important de suspendre partout l'ensemble du dialogue social institutionnel, jusqu'à la clarification de la situation politique, ce qui nous permettra d'établir les priorités, dans l'intérêt partagé de la DGFIP et de ses agents.

En toute cohérence avec notre déclaration, nous ne siégerons donc pas à ce CSAL